

coopération multilatérale. Le système de l'ONU a été revivifié en partie par le fait que les Soviétiques ont depuis peu accepté sa raison d'être et son utilité.

Par ailleurs, dans d'autres domaines fondamentaux pour la sécurité de l'Ouest — le contrôle des armements et d'autres aspects des relations Est-Ouest — nous avons assisté à une remarquable transformation. Des propositions occidentales auparavant jugées inacceptables sont maintenant adoptées par Moscou et présentées comme siennes.

Cela s'est produit lorsque M. Gorbatchev et le président Reagan ont signé l'accord historique qui a éliminé toute une catégorie d'armes nucléaires.

On l'a vu aussi par le renversement de la politique antérieure de l'Union soviétique, qui a permis d'accepter en matière de contrôle des armements d'autres propositions des pays de l'Ouest concernant l'interdiction des armes chimiques et la réduction asymétrique des forces armées en Europe.

De véritables compromis, la volonté de donner et de recevoir, un début d'acceptation des concepts occidentaux visant à favoriser la stabilité et à inspirer confiance, voilà autant d'éléments qui sont maintenant plus souvent la règle que l'exception.

La réponse à toutes ces questions est sans aucun doute non. Bien sûr, cela ne veut pas dire que nous cherchons à nous évader de la réalité par le rêve ou des élans d'idéalisme.

Nous ne pouvons oublier, après tout, que l'appareil militaire soviétique est encore énorme, et qu'il jouit sur le plan numérique d'avantages considérables par rapport à nos forces en Europe.

Encore une fois, les obstacles auxquels Mikhaïl Gorbatchev fait face sur le plan interne sont importants. On ne peut prendre pour acquis qu'il réussira.

Nous devons continuer de nous montrer prudents, de veiller à nos intérêts et de défendre nos valeurs.

L'Union soviétique n'a pas, comme nous, l'habitude des institutions démocratiques ou des libertés individuelles.

Dans nos négociations avec les Soviétiques, nous devons faire preuve de fermeté. Et nous devons surtout continuer de nous laisser guider par cette sorte de fusion de la défense et du dialogue qui a si bien servi l'Alliance de l'Atlantique Nord pendant 40 ans et qui, dans une

certaine mesure, est à l'origine des réformes de M. Gorbatchev.

Il ne s'agit pas de choisir entre « notre » intérêt et le « leur »; entre le dialogue et le silence; entre leur avenir et le nôtre.

Le Canada et les pays de l'Ouest ont beaucoup à gagner de la réussite de M. Gorbatchev.

Nous devons encourager ses réformes. Nous devons saluer ses efforts, tout en le poussant à en faire davantage. Nous devons être patients. Nous devons lui faire savoir clairement et sans équivoque que nous appuyons les objectifs qu'il s'est fixés pour son pays. Nous devons aider les Soviétiques à acquérir l'assurance indispensable au succès de la réforme.

En quoi le Canada est-il concerné par tout ceci?

Dans un sens, nous n'avons aucun intérêt « particulier ». Nous sommes un pays comme les autres; nous voulons la paix, nous luttons pour la stabilité et nous cherchons de nouveaux moyens de coopération. Mais nous sommes *particuliers* à de nombreux égards. Nous sommes les voisins de l'Union soviétique — un pays nordique, une nation de l'Arctique. Nous aussi avons une économie à base de ressources naturelles, ainsi que les compétences et l'expérience nécessaires pour la développer. Nous partageons, en ce qui concerne l'environnement, les mêmes préoccupations et les mêmes problèmes. Nous sommes une société multiculturelle vivant en bonne entente — et nous avons des liens de parenté directs avec l'Est puisque un canadien sur dix est d'origine russe ou vient d'un pays de l'Europe de l'Est. Nous avons beaucoup à offrir à une Union soviétique qui cherche à acquérir le savoir-faire et l'expérience des pays de l'Ouest au seuil d'une nouvelle ère économique.

Naturellement, M. Gorbatchev cherche toujours à préserver l'avantage national et fait *certaines* propositions qui ont surtout pour but de créer des problèmes politiques internes pour les gouvernements des pays de l'Ouest. Il y a cependant dans la nouvelle attitude soviétique une dynamique fondamentale qui est rafraîchissante en ce sens qu'elle est souple, voire raisonnable dans son ton et dans sa teneur. On ne se sent plus comme des étrangers appliquant à un même jeu des règles différentes, faisant appel, à des notions différentes et recherchant des buts différents; on a à

présent le sentiment d'un processus de négociation traditionnel entre partenaires qui acceptent les règles, partagent les mêmes concepts et savent où sont les points de compromis. On le constate tant au niveau de la nouvelle négociation sur les forces armées conventionnelles en Europe qu'à celui du contrôle des armements nucléaires.

Quelle devrait alors être notre attitude vis-à-vis de tous ces changements?

Et quels sont, pour nous, *Canadiens*, les enjeux et les intérêts que nous avons dans ce processus?

Pour moi, la question la plus fondamentale qui se pose à l'Ouest est celle-ci : Est-il dans notre intérêt de voir M. Gorbatchev réussir dans ses efforts? Tout découle de la réponse à cette question.

Pour ma part, il va sans dire que la réponse est oui.

Pourquoi devrions-nous craindre de voir la société soviétique devenir plus prospère et plus libre? Les processus de développement social et économique qui ont amené les sociétés occidentales à préférer la diplomatie à la guerre ne valent-ils pas pour l'URSS et pour l'Europe de l'Est? Le leadership soviétique est-il incapable de voir les avantages de la paix et les coûts de la guerre? Dans les pays de l'Ouest, les liens tissés par le commerce et la prospérité constituent un frein au conflit; n'est-il pas possible d'envisager qu'il en soit de même entre l'Est et l'Ouest? Ne devrions-nous pas tout faire pour qu'il en soit ainsi?

Si nous nous méfions de M. Gorbatchev, si nous nous moquons de la lenteur de ses réformes ou du degré de sa réussite, si nous fuyons les possibilités qui peuvent nous procurer un avantage mutuel, nous devons alors nous poser certaines questions troublantes.

Avons-nous un meilleur choix?

Souhaitons-nous le retour de la vieille garde?

En dépit de tout ce que nous disons depuis des années, préférons-nous vraiment l'impérialisme stalinien, avec sa répression et son inefficacité?

Éprouvons-nous à l'égard du changement une crainte telle que nous cherchions à revenir en arrière?

Je pense que nous devons tirer parti de ces points communs, de ces intérêts mutuels — tant pour notre intérêt national qu'à titre de reconnaissance de l'importance de la coopération pour une plus grande stabilité des relations entre l'Est et l'Ouest. Le voyage que le Premier ministre doit effectuer en Union